

Le rétablissement de l'Etat (1944-1945)

Témoignages de Claude BOUCHINET-SERREULLES, Geoffroy de COURCEL et Jacques MAILLET

Recueillis et rassemblés par Charles-Louis FOULON

Délégué général par intérim en France occupée dès l'été 1943, directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur après novembre 1944, Claude Bouchinet-Serreulles a accepté de nous le rappeler avec le concours de Jacques Maillot, délégué général en zone sud après la mort de Jacques Bingen, et celui de Geoffroy de Courcel, directeur adjoint du cabinet du général de Gaulle à Alger, commissaire de la République en mission en France à partir de juin 1944.

Comment le rétablissement de l'Etat fut-il possible, quels problèmes essentiels durent être surmontés ?

Dès janvier 1941, le général de Gaulle organisait le conseil de défense et nommait Gaston Palewski directeur pour les territoires non libérés. En juillet 1942, André Philip, arrivé de métropole, devenait Commissaire à l'Intérieur. En janvier 1943, Pierre Brossolette était chargé de rechercher, en France occupée, les cadres d'une administration provisoire au jour de la libération. Malgré de multiples problèmes, la France Combattante et son chef ont toujours pensé à rétablir l'Etat et c'est en son nom que Charles de Gaulle, en 1944, demande à son délégué général Parodi de parler « haut et fort ».

Les missions d'étude

A l'automne 1943, les délégués en France occupée ont de multiples tâches. Ancien chef de la mission d'achats de machines-outils à New York, Jacques Maillot est chargé de faire une espèce de bilan de la situation économique française à l'heure, encore incertaine mais qu'on estimait prochaine, qu'on estimait dans le cours de l'année 1944, de la libération du territoire.

« A l'époque où je suis arrivé, il y avait de bonnes prises de responsabilités économiques par la Résistance dans les ministères. J'ai trouvé des responsables étant bien en place dans les secteurs les plus importants ; à l'industrie, il y avait Dreux dans le ravitaillement, il y avait Miné ; nous avions de très bons contacts à la Préfecture de la Seine pour connaître la situation dans la région parisienne ; les besoins médicaux étaient très bien couverts par les deux responsables médicaux de la Résistance qui étaient Milliez et le professeur Meyer.

J'étais très lié aux industries aéronautiques et de l'armement, évidemment. Donc, j'avais pu agir vite et, en deux mois, avoir l'ensemble des renseignements qui étaient attendus de moi, et, par l'intermédiaire de la Délégation, qui était, à l'époque, représentée par Serreulles et Bingen, c'étaient eux qui étaient en place, j'avais pu faire parvenir ces renseignements à Alger par l'intermédiaire de Londres, et, ensuite, puisque les événements ont voulu que mon séjour en

France se prolonge de mois en mois à cause de la raréfaction des liaisons aériennes, je les ai constamment mis à jour, et c'est cela qui servit à définir les besoins en importations urgentes qu'il faudrait faire au moment de la libération. C'était une mission dont les enseignements à tirer sont que, dès octobre 1943, il y avait, aux échelons même très élevés, une para-administration résistante qui était capable de faire une synthèse de la situation économique du pays et de ses besoins. Je crois que c'est cela que, historiquement, il faut retenir » (J. Maillet).

Une délégation efficace

Jacques Maillet a vu travailler Serreulles et Bingen « activement, avec tête froide et cœur chaud » pour reprendre les termes d'un télégramme de Bingen.

Jacques Maillet : « C'était évidemment très, très difficile ; c'est-à-dire que ceux qui les critiquent ou qui leur reprochent des imprudences, etc., ne comprennent absolument pas ce qu'était ce travail : mener dans ces conditions de clandestinité, sans avoir nulle part de papiers compromettants qui risquent d'être pris, un travail politique qui consistait à faire comprendre au Comité Français de Libération Nationale quelles étaient les nuances de la pensée politique des différentes tendances de la Résistance. C'était un travail absolument fantastique. Ils ne gardaient même pas des doubles de leurs rapports ; ils avaient deux voies pour envoyer des rapports, une voie rapide qui était les opérations aériennes, une voie théoriquement rapide, mais qui, en réalité, était aléatoire d'une façon fantastique puisque, pendant trois mois, elle avait eu des résultats nuls ; une voie beaucoup plus longue qui était un circuit par l'Espagne ; enfin vous voyez ce que cela pouvait donner comme délai. Eux-mêmes ne recevaient que des câbles et de temps en temps des envoyés ; maintenir un dialogue sur une situation politique et administrative dans ces conditions-là, cela paraît une gageure fantastique, ceux qui ne l'ont pas vécu n'en ont pas l'idée, et ceux qui reprochent à l'un ou à l'autre un rapport qui a été intercepté n'ont aucune vue de ce qu'était la situation ; évidemment, le moyen de ne rien donner aux Allemands, c'était de ne rien transmettre. »

Les difficultés des liaisons font que ceux qui désirent aller rendre compte à Londres, vont, de novembre 1943 à février 1944, d'opération aérienne ratée en opération aérienne ou navale ratée. Le naufrage du « Jouet des Flots » en Bretagne conduit à la déportation d'Emile Bollaert, au suicide de Pierre Brossolette. Emile Laffon, rescapé comme Maillet, du naufrage et de la trahison, écrit à Alger : « Je considère qu'il est de mon devoir de mettre fin à ces inutiles tentatives. »

Serreulles rend compte au Général.

En mars, Claude Serreulles parvient à se glisser dans un avion d'une mission « Action » et va rendre compte de son travail au président du CFLN, à Alger : « J'ai trouvé un général de Gaulle très ouvert, à qui j'ai indiqué très brièvement (mais il ne fallait jamais s'appesantir sur

ce genre de détails avec lui) que j'avais manqué d'informations et d'instructions au cours des derniers mois, mais enfin tout cela était du passé. Il m'a écouté longuement, interrogé beaucoup sur tout ce que j'avais vu, senti, de l'atmosphère politique en France, dans les milieux de la Résistance et dans leur environnement ; c'étaient les seuls que j'avais pratiqués, et puis il m'a interrogé sur deux problèmes qui occupaient son esprit à ce moment-là : sur l'entrée des communistes au gouvernement, et puis accessoirement il m'a dit : « Et Pétain, qu'est-ce qu'on en fera ? »

Sur l'entrée des communistes au gouvernement, je me suis prononcé pour cette entrée, qui m'apparaissait s'imposer d'évidence : dès lors que les communistes étaient présents à tous les autres niveaux et qu'ils jouaient le jeu de la coopération, je lui ai dit que j'avais lieu de croire qu'ils joueraient le jeu de cette coopération pour la durée de la guerre. Et j'ai fait valoir que le degré de coopération, que la nature des arrière-pensées dans cette coopération, varieraient beaucoup selon le succès que nous rencontrerions ou les difficultés qui pourraient apparaître lors du débarquement, mais que pour l'instant les communistes étaient engagés dans le même combat que nous et avec nous, et que nous étions obligés de sanctionner cela par une présence dont il appartenait au Général de déterminer l'exacte ampleur.

Pour Pétain, je lui ai dit : « Mon Général, il ne vous rendra pas le service de mourir avant la libération, vous le retrouverez, vous aurez affaire à lui, il sera là, et il faudra le juger. Et si (et bien entendu la Résistance le jugera normal) il est condamné à mort, le droit de grâce n'est pas fait pour rien... surtout pour un homme de son grand âge »...

La délégation à l'été 1944

De mai à juillet 1944, Claude Serreulles reste bloqué à Londres par le jeu des services spéciaux et ce qu'il juge être le « dépit » de Passy. Mais Jacques Maillet a une vue plus distanciée de ces événements :

« Il n'y avait tout de même qu'un seul clivage, à mon avis. Il n'y avait qu'un seul clivage ; c'était le clivage communiste et non-communiste. Je ne vois pas de différence politique bien marquée entre Brossolette et Serreulles. Ils étaient tous les deux partisans d'une résistance unie sous le général de Gaulle. Je ne vois pas bien quels étaient les grands clivages que l'on pouvait voir entre eux. En tout cas, Brossolette était, comme la plus grande partie de la Résistance à l'époque, persuadé que les institutions et les personnels de la troisième République étaient à balayer, et il ne voyait certainement pas la solution des problèmes de la France dans une économie libérale, personne à l'époque n'était libéral dans le sens financier du terme. Il croyait à une France où le sentiment national garderait la vigueur qu'il avait parmi les résistants. »

De toute façon, les délégués civils ont de multiples questions à résoudre, avant comme après le débarquement. Écoutons encore Jacques Maillat :

« Il s'agissait d'alimenter en fonds les dépenses d'organisation de résistance, et sont très nombreux, et l'autre est la ville de Lyon... On sait que les prisonniers de Montluc sont en danger, et on connaît les ordres qu'a donnés Hitler de destruction des ponts, etc., destruction de la ville de Lyon.

Le deuxième problème est pris en charge par la Délégation militaire et par le COMAC. Il y a, à l'époque, en zone sud, une très très bonne liaison entre le Délégué militaire zone sud qui était Bourgès-Maunoury, et l'équipe Degliame-Copeau, etc., qui travaillaient vraiment en très grande confiance et très grande unité, et, à ce niveau-là et entre ces hommes-là, en tout cas, les problèmes FFI FTP, etc., ne se posaient absolument pas. Il y avait, à Lyon, dans l'état-major central, une unité parfaite.

Le problème des otages : nous avons un jour appris qu'il y avait eu des fusillades à Montluc. C'était le débarquement (Vers le 18 août à peu près...). C'était un moment où on sentait l'armée allemande vacillante et où il apparaissait qu'une opération d'intimidation avait une chance.

Alors, nous avons fait cette opération d'intimidation. On a pris les deux autorités civiles les plus élevées, on a pris moi et Farge, et je me rappelle que nous avons écrit la lettre, et, pour que ce soit plus clair, nous l'avons signée de notre nom. C'était la première fois depuis très longtemps que je signais de mon nom, j'ai signé Jacques Maillat, et Farge a signé Yves Farge (et 80 soldats allemands prisonniers en Haute-Savoie ont été passés par les armes pour protéger les centaines de prisonniers de Lyon qui risquaient de subir le sort des 120 martyrs déjà exécutés le 20 août).

Il y a eu débat, mais il n'y a pas eu débat de conscience. J'ai très très bien dormi la nuit d'après. Non, il faut bien se rendre compte que c'était une époque tout à fait différente, c'était un nombre ; et je dois dire que j'ai beaucoup revu Farge jusqu'à sa mort, nous sommes restés très amis, et cette question n'a jamais été considérée entre nous comme une question dont nous avons longuement débattu. C'est d'ailleurs, vous voyez, une des choses extraordinaires, moi je suis profondément persuadé que la vérité politique et la vérité morale ne sont pas des données éternelles valables dans tous les points et dans tous les lieux, et les choses qu'on ressent personnellement se transforment (...) eh bien, là, on trouvait que tuer des otages pour sauver des Français, c'était très bien, et on sortait d'une période terrible ; on est manichéen, c'est-à-dire que l'hitlérisme était le mal absolu, c'était évidemment une période où la réserve dans les jugements était complètement inconnue ; je crois que ce qui caractérise le mieux ce sentiment qu'on avait à l'époque, c'était le manichéisme.

Vous voyez ce qu'a écrit Emile Laffon (sur la nécessité d'exécuter les collaborateurs pour éviter les questions d'amnistie). Laffon était certainement un homme de droite, c'était un poulain de Paul Reynaud. Il était premier secrétaire de la conférence du stage, il ne faut pas voir Laffon comme un ingénieur des mines, il était ingénieur des mines, mais, après, il avait fait son droit et il était un très brillant avocat, il avait été premier secrétaire et vous voyez ce qu'il écrivait. Au fond, c'était l'idée qu'une très grande partie des élites avaient failli à leur devoir, c'était cela l'idée, et que l'on allait voir une France nouvelle. Toute cette équipe croyait absolument à une France nouvelle, à un renouveau, à un changement des équipes, à un changement des idées, on légiférait..., mais enfin cela fait partie des idées généreuses que les Français adorent caresser dans les périodes d'excitation.

La France s'en est tout de même formidablement bien tirée. Tout ceci a explosé après la Libération dans des querelles extrêmement violentes. Il y a un très bon livre qui s'appelle « Les grands sentiments » ; c'est une époque où les Français étaient voués aux grands sentiments et où chacun croyait qu'en participant à certaines formations d'actions politiques, il allait rénover le pays. Vu avec du recul, moi je vois cela comme un vaste mai 68, je ne partage pas du tout le jugement de Michel Debré (sur la «libération perdue»), peut-être parce que je suis moins enthousiaste que lui et que je crois que ce que les hommes peuvent faire c'est beaucoup plus limité, je crois que nous avons tous vécu dans des illusions extraordinaires.

Sur ce plan-là, le mot de Farge, « Libération, recueil de prophéties », serait plutôt trop optimiste. Ceux qui avaient le plus d'illusions, qui avaient le plus de foi, c'était incontestablement, c'étaient les communistes. Ce sont eux qui ont eu le plus de désillusions, eux qui ont eu le plus de motifs de désillusions (...).

C'est incontestablement eux qui avaient le plus d'illusions, le plus de foi, qui avaient le plus... il ne faut pas leur en donner le monopole, mais il faut reconnaître qu'il y avait chez eux un esprit de sacrifice, un esprit de dévouement tout à fait exceptionnels, mais ils ont la malchance que leur paradis était incarné, alors il n'y a rien de pire. Et, vous voyez, ce qu'il y a de plus extraordinaire dans tout cela, au fond, c'est que de Gaulle surtout les Forces françaises de l'intérieur qui avaient besoin, pour maintenir la discipline dans les maquis, de leur donner des moyens d'existence. Je vous ai dit quels problèmes cela avait posés quand les autorités d'Alger n'avaient pu disposer de numéraire français. On a résolu cela d'une certaine manière, notamment avec le Crédit Lyonnais à Lyon qui a accepté les bons du Trésor d'Alger.

la deuxième tâche, c'était celle de la liaison avec les mouvements de résistance. Les mouvements de résistance avaient une organisation assez centralisée, en zone sud. Il y avait les mouvements unis de résistance, il y avait le Front national, il y avait les différents partis politiques, c'est-à-dire le parti communiste, le parti socialiste, je n'ai pas vu le parti radical-

socialiste, je n'en ai pas souvenir, mais il y avait des représentants des partis modérés. Ceux-ci avaient des opinions à faire connaître, des messages à faire passer au Comité Français de Libération Nationale ; c'était le travail de la Délégation de servir de relais entre les mouvements de résistance et le Comité Français de Libération Nationale.

Et puis, il y avait le travail le plus important, le plus administratif, qui était celui de la mise en place de l'administration de la France libérée, c'est-à-dire terminer la mise en place des commissaires de la République et des préfets, et remplir 'les vides, c'est-à-dire qu'il arrivait que des préfets désignés, des fonctionnaires désignés fussent pris par les Allemands, c'était assez fréquent, donc il s'agissait de les remplacer pour que le réseau fût complet au moment de la Libération. »

Les difficultés dans la région Rhône-Alpes

« Puis, alors, le temps passant, il est arrivé de plus en plus que des morceaux de territoires se sont libérés et c'est ainsi par exemple que le Vercors a posé des problèmes particuliers du fait de sa libération. Comme j'étais à Lyon, et qu'il y avait à Lyon un commissaire de la République ayant une forte personnalité qui était Farge, j'avais avec lui des rapports particuliers, rapports d'ailleurs tout à fait excellents ; il se trouve que, en liaison avec Laffon, j'avais eu mon mot à dire, dans la désignation de Farge comme commissaire de la République à Lyon. Farge, je le garantis, j'en suis absolument certain, n'était en rien crypto-communiste. Certains ont voulu l'en accuser après la Libération, Farge était un quarante-huitard ; c'était un homme très généreux, très lyrique, très éloquent, et tout de même très pratique, aimant les choses faites, aimant les jeunes qui osaient, et surtout c'était un homme qui était un des plus grands rassembleurs que j'aie connus, il était vraiment l'antisectarisme personnifié.

Au Vercors, il a certainement été très sensible aux côtés tout à fait extraordinaires de cette grande fête patriotique qu'était le Vercors. Mais ce n'est pas ce-la qui a changé la réalité militaire, ce n'est pas lui qui a eu la responsabilité de faire le Vercors. Je crois qu'en politique on a droit à l'erreur ; en stratégie, une armée de résistance a droit à l'erreur. Enfin, avec quelques décennies de recul, il est certain que le Vercors était une monstruosité militaire, c'était la dernière chose qu'il fallait faire. Quand on a une armée de partisans, eMe doit être mobile, on ne doit pas se mettre dans une forteresse. Mettre une armée de partisans dans une forteresse, c'est une idée... Je dis tout de suite que l'absurdité de cette chose ne m'était pas apparue du tout à l'époque, mais pas du tout ; je n'ai pas l'impression d'être particulièrement idiot, mais le fait que le Vercors fut une ânerie militaire ne m'était pas du tout apparu.

J'y suis allé avant Farge et j'y suis allé après. Je m'y suis promené. J'ai vu, j'ai vu le Vercors et j'ai trouvé cela merveilleux (...). Tout -le monde était dans un état d'exaltation extraordinaire. Vraiment, quand je suis redescendu du Vercors la dernière fois, je crois que c'était huit jours avant l'attaque allemande...

Je le confesse, parce qu'il faut dire la vérité, je n'ai pas du tout perçu le danger, alors que, vu tout ce qu'on sait aujourd'hui de ce que doit être une armée de partisans, c'était certainement... Quand on n'est pas un militaire professionnel, ce qui est mon cas, on a tendance à dire que les militaires auraient dû s'en rendre compte. Mais, sur le moment (...).

C'était une défaite. C'était une bataille perdue. On était en guerre, il y avait des milliers de personnes qui mouraient tous les jours, il faut bien comprendre que l'optique était tout à fait différente. Bon, la bataille du Vercors était perdue, mais on attendait le débarquement de Provence.

Dans la deuxième quinzaine d'août à Lyon, après le débarquement de Provence, la préparation des mises en place s'intensifie ; le problème des exécutions d'otages se pose.

Donc, on se rend compte que l'on arrive vraiment tout près de la fin. Et il y a deux choses importantes, dont l'importance n'est pas la même, mais qui sont toutes les deux importantes : l'une ce sont les prisonniers de Montluc qui ait pu, de Londres, assurer son autorité sur la France, C'est une chose inouïe ; et, au fond, quand on regarde les moyens matériels mis en œuvre, ils étaient tout à fait dérisoires : quelques liaisons d'avions, quelques dizaines d'envoyés, quelques armes, moins que n'en ont les CRS parisiens aujourd'hui pour toute la France, c'est sûr. »

La mission de Geoffroy de Courcel

Avant de revenir à la zone sud et à la façon dont le Gouvernement provisoire a vissé le couvercle sur la marmite des projets révolutionnaires, il faut rappeler la situation au nord de la Loire que Geoffroy de Courcel a pu observer de Normandie, où il était chargé de mission auprès du Commissaire de la tête de pont, jusqu'en Lorraine et en Alsace où il fut commissaire de la République en mission jusqu'au printemps 1945, Dans les régions de l'ex-zone occupée, la Résistance s'est moins déchirée sur les questions politiques et, de toute façon, la libération se fait en présence des troupes alliées qui rappellent

les exigences de la guerre qui se poursuit. Les envoyés du Gouvernement provisoire veillent à affirmer la souveraineté française, à écarter toute velléité de contrôle allié, direct ou non.

C'est ainsi que Geoffroy de Courcel expliquera les dangers de contacts directs entre services techniques et autorités alliées. De département en département et en région, il expliquera les textes préparés à Alger et à Londres et insistera sur la nécessité d'un pouvoir d'Etat solide. Dans l'Ouest, même s'il juge le CDL d'Ile-et-Vilaine « très marqué par la gauche », Geoffroy de Courcel considère que les gens sont en général « extrêmement modérés ». Cela expliquera le taux important de maintien des anciennes municipalités. C'est ainsi que, dans l'Orne, le président du CDL est le duc d'Audiffret-Pasquier « très-jockey-club ». En Lorraine et en Alsace, Geoffroy de Courcel devra s'opposer à l'installation du CDL constitué par les réfugiés en « France intérieure » ; il suscitera sur place des comités consultatifs. Mais, conformément à l'ordonnance du 29 septembre 1944, il s'appliquera à effacer les traces de l'entité Alsace-Lorraine dont le législateur a affirmé qu'elle « ne correspond ni aux intérêts économiques, ni aux aspirations des populations ». Il doit réintroduire le franc comme monnaie, à la place du mark, remanier la législation sans faire perdre des avantages aux administrés (en matière de droits sociaux, de ravitaillements, d'école).

Au moment de l'affaire de Strasbourg, Geoffroy de Courcel aura à enquêter sur le repli administratif décidé par le secrétaire général à la police et à mesurer ses effets désastreux sur l'opinion. Partout, il veille à ne pas encourager les passions, mais la passation des pouvoirs s'est opérée presque partout avec tranquillité parce que les nouveaux responsables représentaient bien les grands courants résistants et que l'autorité morale du général de Gaulle s'imposait à tous.

Même en zone sud, Claude Serreulles l'avait constaté, après son retour de Londres et l'attente du début d'août, lorsqu'il était parti de Lyon pour inspecter les régions du Sud-Ouest. Il témoigne pour « Espoir ».

Serreulles inspecte la zone sud (partant de Lyon), « nous passons à travers ce qu'on appelle « les lignes ennemies » — il n'y a pas -de lignes, il suffit de regarder un peu où on met les pieds — ; nous partons à bicyclette et nous nous trouvons pour la première fois dans le département de la Loire, entre Lyon et Clermont-Ferrand. Nous nous trouvons dans une zone qui vient d'être libérée, cela doit se situer aux environs du 18, 19, 20 août 1944. Nous trouvons une zone qui vient d'être libérée et où ont été parachutés la veille des éléments canadiens. Nous trouvons une atmosphère de liesse, enthousiasme...

De là, je continue en direction de Clermont-Ferrand, non plus à bicyclette, mais dans une vieille voiture cahotante de la Résistance. J'arrive à Clermont-Ferrand, dans un Clermont-Ferrand qui est déjà libéré (...).

Ingrand est déjà dans sa préfecture. Tout cela est tout frais, vient de se produire, et il me dit : « Je n'ai pas encore eu le temps d'aller à Vichy ». Il m'emmène à Vichy, dans un Vichy libéré. C'était un spectacle que de voir Vichy à moitié désert, où nous sommes reçus dans une certaine pompe, puisqu'à 10 km avant Vichy, nous trouvons les motards de Laval ou du maréchal Pétain : les 12 motards qui viennent nous accueillir et qui nous font monter dans une limousine décapotable, et nous sommes reçus dans cet équipage à Vichy.

Nous sommes reçus par un pauvre comité local de la libération, assez minable, nous voyons qu'on a collé en hâte avec une colle qui est encore fraîche et qui coule, une effigie d'un général méconnaissable, qui est le général de Gaulle, et après avoir reçu ce comité local de la libération, nous nous hâtons de rentrer à Clermont-Ferrand, non sans avoir fait une visite soigneuse du parc automobile, qui était superbe, et nous nous choisissons de très bonnes voitures ; la mienne est la voiture de l'amiral Auphan et Ingrand prend également une ou deux voitures pour lui et deux de ses collaborateurs. Il n'y avait qu'à puiser des véhicules superbes — je ne parle pas des voitures blindées de Pierre Laval — mais des autres « 6 cylindres », de Citroën, et c'étaient les meilleures voitures dont on disposait à ce moment-là (...).

De là, je gagne Limoges. Et j'arrive dans un Limoges investi par les FTP. J'ai beaucoup de mal à me frayer un chemin jusqu'à la préfecture, et je n'aurais probablement pas pu l'atteindre si je n'avais pas roulé dans ce superbe équipage, pourvu d'un inspecteur-chauffeur et d'un second inspecteur armé d'une importante mitraillette, qui était supposé être mon garde du corps, et j'arrive à me frayer un chemin jusqu'à la préfecture, mais la franchir, y pénétrer, c'est très difficile parce que je n'ai pas les sauf-conduits qui sont réclamés, et ce que je peux dire de mes fonctions n'en impose guère aux garçons tout fraîchement descendus du maquis et qui ne prennent d'ordres que de leur chef.

Enfin bref, je rencontre dans l'après-midi même de mon arrivée Guingouin à qui je décline mes qualités et à qui je demande également des nouvelles de Boursicot, puisque je m'attendais à le trouver dans le fauteuil du préfet de région. On me dit que le préfet de région et sa famille sont installés dans un petit appartement de la préfecture sous bonne garde, mais que M. Boursicot est malade, on ne sait pas où il se trouve, il est même très malade, et donc empêché. Je déclare que s'il est en ville j'irai le voir où que ce soit. J'affirme que j'entends avoir un contact avec le commissaire de la République, et qu'en attendant, c'est moi qui suis le commissaire de la République, jusqu'à plus ample informé, qui m'installe dans ce bureau, et qui fais préparer ma chambre pour le soir dans la chambre qui était d'ordinaire réservée au maréchal Pétain (parce que partout où je passais, on me faisait toujours coucher dans la chambre du maréchal Pétain).

Les espoirs révolutionnaires

Les bruits ont circulé après coup, sur une République populaire du Limousin. J'ai expérimenté, lors des contacts que j'ai eus avec les comités départementaux de la libération, l'ambition d'un certain nombre de leurs membres d'instituer une République indépendante du Limousin, jusqu'à ce que l'on sache ce qu'il adviendrait des opérations qui n'avaient pas été passées, qui étaient loin d'avoir atteint la Loire : à ce moment-là, la Loire n'était pas franchissable, les Allemands étaient dessus, donc, ce qui se passait dans le Nord, on l'ignorait; voilà une portion du territoire libérée, eh bien les Limousins affirment leur vocation à instituer une République limousine et on verra après ; quant à vous dire que c'était un sentiment unanime, certainement pas ; ce serait tout à fait outrer les choses que de les présenter de cette façon. Certains discours du comité départemental de la libération, puisqu'il y avait une réunion qu'on m'a demandé de présider, donnaient à penser que telle était leur volonté farouche, mais enfin ce sont des discours. Jusque-là, un représentant du gouvernement d'Alger n'était pas considéré, pour autant, comme un intrus quand il se présentait. On avait seulement le sentiment qu'on n'avait peut-être pas tellement besoin de lui, non, c'était beaucoup plus nuancé. (...).

Je n'ai pas été rejeté, ma présence a été admise... peut-être pas avec un enthousiasme délirant, mais ma présence a été admise. Ce qu'il fallait surtout, c'était à ce moment-là, affirmer sa présence. Cela a été fait. (...).

Je suis donc allé à Bordeaux, où j'ai trouvé une situation de temps de paix, absolument de temps de paix, un Cusin installé avec tout son état-major qu'il appelait ses relais, vous savez que c'est une notion à laquelle il tenait énormément, une très bonne équipe d'ailleurs, qui était infiniment mieux structurée que les autres (c'est le seul que j'ai vu, dans ces régions du Sud, avec une structure qu'il avait préparée d'avance et un certain nombre d'excellents jeunes technocrates frais'émoulus des grandes écoles et qui lui apportaient une aide précieuse). Alors j'ai vu que là, c'était l'ordre et la paix. Chaban-Delmas dans son uniforme tout fraîchement livré de général de brigade français, modèle 39, est arrivé là-dessus comme représentant de Diethelm pour s'assurer de la façon dont les choses fonctionnaient, cela devait être le 3 ou le 4 septembre, son premier contact avec Bordeaux.

A Toulouse, j'ai trouvé un Bertaux qui m'a raconté les tribulations de la libération, le drame survenu à Cassou, les conditions dans lesquelles il avait pris sa suite. A ce moment-là, les problèmes qui se sont posés à Toulouse par la suite n'étaient pas encore brûlants et on était encore dans une sorte d'euphorie de la libération. Les problèmes posés par les éléments espagnols, toutes ces questions qui m'ont sollicité très durement durant les temps qui ont suivi n'étaient pas encore parfaitement perceptibles ; on parlait plutôt des exactions commises par les Allemands en se retirant, notamment à Tulle (...).

Je n'ai vu les choses que trop brièvement à travers Bertaux pour pouvoir m'être fait à ce moment-là un jugement personnel. On rencontrait toujours les mêmes, où qu'on se déplace, on rencontrait les représentants des COL, on rencontrait les délégués militaires, les chefs des mouvements MUR, etc. Qu'il y eût des plans dérangés, c'est possible, mais je n'en ai pas eu d'indications précises qui me permettent d'en témoigner. Je ne peux pas le dire. (...).

A Montpellier, les premières mesures de réquisitions des mines étaient en train d'être prises. Elles étaient sur le chantier et c'est une des questions dont J. Bounin et les résistants m'ont parlé ; c'était le problème n° 1 qui se posait. (...).

Perspectives révolutionnaires et perspective « programme du Conseil de la Résistance » ; pour eux, cela ne faisait qu'un. On se réclamait du programme du CNR pour aborder les problèmes dans un esprit révolutionnaire, pas du tout incompatible. Alors est-ce que dans chacune de ces régions, il y avait un particularisme en vue ?... Ce n'est que dans le Limousin que j'ai senti un foyer de résistance autonome, ou d'émancipation autonome. A Montpellier comme à Toulouse, cela procédait d'un état d'esprit, mais je ne voyais pas que ce soit accompagné d'une délimitation géographique précise. C'était d'un état d'esprit qu'il s'agissait; j'ai vu Ravel, j'ai vu tous ces garçons-là, à ce moment-là, naturellement, eh bien ça y était, on était parti pour faire plus ou moins une république autogestionnaire ; c'était cela, l'action dominante... mais tout cela très flou, très peu encore structuré... et encore à l'état de projets, de manière très idéalisée (...), avec le sentiment que l'on créerait un fait accompli, dont le gouvernement aurait à tenir compte et à s'accommoder. (...).

C'est seulement dans ces trois régions du Sud que j'ai vu cela et que je l'ai senti. (...) A ce moment-là, je crois que cela faisait encore partie d'un décor, on partait comme en 92 ; on partait vers quelque chose de très généreux et dont on n'avait pas bien encore fixé les frontières et le contenu.

A Paris, l'atmosphère était mitigée, chacun ne sachant pas très bien de quoi les lendemains allaient être faits, ou plutôt de Gaulle ayant là-dessus une idée très arrêtée, mais le CNR étant encore dans l'ignorance des conditions dans lesquelles il était appelé à poursuivre son existence. »

L'état du pays libéré

A partir de novembre 1944, Claude Serreulles dirige le cabinet du ministre de l'Intérieur ; il observe un pays dévasté et toujours faible :

« La France ne tourne pas ; cela, c'est très clair. Cela varie considérablement d'une région à l'autre : il y a des régions où la France tourne la région de Bordeaux, la région d'Angers) ; un certain nombre de régions sont paisibles et elles tourneront très vite, elles trouveront, je ne dis pas « une vitesse de croisière », cela serait trop dire, mais un mouvement en avant... et un démarrage assez rapide.

Il y a des régions où, au contraire, le chaos est organisé et où les préfets, les commissaires de la République sont obligés de faire des constats de carence, Alors en ce qui concerne l'ordre public, la situation est la même partout. Les pouvoirs ne disposent d'aucun moyen. Il n'y a ni gendarmerie, ni éléments d'armée, il n'y a aucune force stationnée dans les régions comme en temps de paix : normalement, il y a quelques unités qui stationnent dans chacune des grandes régions de France. Tout cela est vide. La gendarmerie s'est en grande partie débandée, ou en tout cas a perdu ses effectifs au bénéfice des maquis et du recrutement, dans les armées de De Lattre et de Leclerc.

On ne trouve que les éléments les moins jeunes et les moins allants, la Police a beaucoup de déchets. Il y a des éléments qui ont dû disparaître parce qu'ils avaient trop à se reprocher pour demeurer en fonction ; la Police est donc réduite à une très simple expression, quelques résistants et quelques opportunistes, et aucun moyen d'affirmer l'autorité, sinon par la parole. Alors la parole !... ça peut beaucoup, mais ça ne peut pas tout, et ce qui est, à ce moment-là, essentiel, c'est la manière dont les choses vont tourner dans le pays, et la manière dont les combats des Alliés vont se développer. Je pense que si les Alliés, les forces alliées avaient été soit rejetées à la mer, ce qui était une hypothèse que l'on ne pouvait pas écarter à l'avance, soit clouées au sol, et immobilisées, dans l'incapacité de progresser, sur des fractions de territoire relativement réduites, à ce moment-là on aurait assisté à des désordres infiniment plus amples. (...)

Paris a été libéré rapidement et tes forces allemandes ont reflué partout, dans des conditions telles que les milices patriotiques, les FTP, n'ont certainement reçu de la part de l'autorité dont elles dépendaient, essentiellement de Jacques Duclos et des équipes qui l'entouraient, aucune instruction de faire bande à part aussi longtemps que la guerre se poursuivait, au contraire : les instructions venant de Moscou [parce que j'ai l'intime conviction que la liaison n'a jamais été interrompue via la Scandinavie et la Belgique, avec Moscou) ont été au contraire de donner une priorité absolue à l'effort de guerre contre les Allemands, et de subordonner à cela toute autre considération. Ce sont ces données générales de l'évolution des événements dans l'automne 44 et l'hiver 44-45 qui ont déterminé les idées de certains de tenter des opérations fractionnistes locales révolutionnaires. (...)

Compte tenu des succès alliés, tout risque de tentative de prise de pouvoir communiste était écarté ; tout était subordonné à l'effort de guerre, à la nécessité d'en finir avec l'Allemagne, parce que Staline était très à bout de souffle, dans cet été, ou cet automne 44, il fallait que cela se termine, il insistait en permanence auprès de Harriman et de Roosevelt pour que le

maximum soit fait pour rabattre les forces qui continuaient à le préoccuper en priorité absolue. Et c'est la raison pour laquelle tout cela est lié, Thorez est revenu et s'est trouvé à ce moment-là objectivement l'auxiliaire de la politique poursuivie par le général de Gaulle qui était de remettre la France au travail, de rouvrir les usines et de faire la guerre ; et c'est Thorez qui, en fidèle exécutant des instructions de Staline, tout fraîchement débarqué à Paris, a rendu possible la liquidation des milices patriotiques et a invité, de toute son éloquence et de tout son art, les ouvriers à travailler dans les usines pour l'effort de guerre. »

Quant à l'effervescence judiciaire de l'hiver 44-45, malgré les propos qu'on a prêtés à Adrien Tixier sur les 100 000 victimes — propos qu'il n'a pu démentir car il fût mort des années avant —, il faut méditer sur le témoignage de son directeur de cabinet d'autant plus que Claude Serreulles a vécu en zone sud l'été de la Libération : « Je crois qu'il n'y a pas eu de véritable « terreur », il y eut certainement des excès, des abus très malheureux. Une « terreur » ? Non. (...). Alors naturellement on peut réussir à tout déformer, on peut prendre plaisir à dramatiser.

Je vous assure que les conditions générales du conflit se développant comme elles l'ont fait, la victoire des Alliés permettant d'avoir le dessus sans contestation possible, permettant au gouvernement central du général de Gaulle à Paris de s'affermir (ce qui ne lui aurait pas été possible s'il était resté en attente à Rennes ou à Quimper), cela aurait été tout à fait différent pendant un an ; je vous assure que ça n'aurait pas du tout eu la même allure, et les événements auraient été profondément différents, mais ayant été ce qu'elles ont été, il était très difficile, compte tenu de l'absence de moyens (je reviens sur ce que j'ai dit tout à l'heure) que les soupapes de sûreté, qui ont lâché une vapeur brûlante, ne lâchent pas une certaine dose. Ce n'était pas possible, vu l'excitation, surtout dans certaines régions où la Résistance avait été très active, les régions où les forces espagnoles avaient pesé d'un grand poids et les régions montagneuses et certaines régions où les FTP étaient dans la plus grande densité. (...) Si l'ordre a prévalu, c'est parce que le pouvoir central s'est renforcé, mais pas au point de pouvoir envoyer dans les régions des éléments pour rétablir l'ordre, il ne disposait de rien: la 2e DB et la 1re Armée étaient en Allemagne et il n'y avait rien. »

Pour conclure, nous retrouverons les sentiments actuels de Claude Serreulles dans deux textes d'époque : son rapport à Adrien Tixier, en janvier 1945, qui dit qu'à Montpellier, le Général et J. Bounin, commissaire de la République, « grignotent de façon efficace les adversaires de l'ordre » ; sa note à Alexandre Parodi, datée du 6 septembre 1944, qu'on peut synthétiser par deux phrases :

« Les troubles graves que certains redoutaient, au lieu d'être la règle, ont été l'exception » ;

« Dans l'ensemble, la Libération s'est effectuée de façon heureuse ».